

L'heure des règlements de compte a déjà sonné

- ▶ L'ombrageux et autoritaire Erdogan sort vainqueur du coup.
- ▶ La Turquie évite un scénario à l'égyptienne.
- ▶ Mais les règlements de compte sont lancés.

Ce qui se passe en Turquie peut avoir des répercussions mondiales : ce pays musulman très peuplé (presque 80 millions d'âmes), trait d'union géographique entre l'Orient et l'Occident mais aussi bordé par des Etats comme la Syrie, l'Irak et l'Iran, est un membre majeur de l'Otan dont il possède la seconde armée.

Depuis quatorze années, sous la houlette de Recep Tayyip Erdogan, un dirigeant charismatique puisqu'il draine environ la moitié des électeurs, la Turquie a connu une belle croissance économique mais le bilan s'est assombri ces derniers temps par la dérive autoritaire du président dans le contexte de la guerre en Syrie et des velléités séditeuses kurdes.

Alors, qui a perdu et qui a gagné, après cette tentative de coup d'Etat ?

L'armée turque se retrouve plus fragilisée que jamais. Elle qui fut la colonne vertébrale de la Turquie moderne et laïque depuis l'époque de Kamal Attatürk dans les années 1920 vient de subir l'opprobre national du fait d'une partie minoritaire de ses rangs qui a voulu « sauver la démocratie et les droits de l'homme » en s'emparant du pouvoir.

Les putschistes – des amateurs confinés au grotesque, qui n'ont nullement cherché à d'abord neutraliser le président et n'avaient même pas conscience du pouvoir des réseaux sociaux – n'ont reçu que très peu de soutien. Toute la

classe politique locale, Kurdes compris, a d'ailleurs condamné le coup. Les Turcs sont descendus massivement dans la rue pour signifier aux militaires séditeux leur refus de ce geste insensé.

Il paraît du reste évident au gré du rapport des forces que si ce coup avait réussi – c'est-à-dire s'il avait bénéficié de la complicité de tout l'état-major turc – le pays se serait rapidement enfoncé dans une sanglante guerre civile. Bien que s'estimant historiquement les garants d'une Turquie laïque mise à mal par le régime conservateur d'Erdogan, les principaux hauts gradés de l'armée ont sans doute intégré ce risque et se sont abstenus d'appuyer le putsch.

Erdogan en preux défenseur de la démocratie

Le « sultan » Erdogan, comme le surnomment ses nombreux détracteurs, apparaît évidemment comme le grand bénéficiaire de la tournure des événements. Le voilà à bon compte qui sort grandi de l'épreuve avec le visage du preux défenseur de la démocratie.

Les observateurs notent par ailleurs que la grande majorité des Turcs qui ont répondu à l'appel d'Erdogan leur demandant de descendre dans la rue présentaient un profil bien particulier : c'étaient des hommes et ils criaient des slogans à connotation islamique tel le classique « Dieu est grand » plutôt que leur foi en la démocratie. De nombreuses mosquées ont aussi relayé en pleine nuit le message de mobilisation du président par haut-parleurs.

Le plus inquiétant, sans doute, c'est qu'Erdogan a presque instantanément voulu profiter de la donne pour régler des comptes. D'emblée, il a accusé son ex-allié islamiste devenu son ennemi juré, Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis depuis 1999, d'avoir inspiré

le coup d'Etat (ledit Gülen n'a jamais été proche de l'armée, au contraire). Et il a aussi suspendu 2.745 juges et procureurs – 20 % des cadres de la justice ! – quelques heures après l'échec du coup.

Cette rapidité nourrit les spéculations d'innombrables conspirationnistes estimant que ce putsch était un coup monté par Erdogan pour asseoir son pouvoir, purger l'armée et la justice comme il l'avait déjà fait auparavant avec les services de police et de sécurité.

Le personnage même du président, ombrageux et autoritaire, alimente ces supputations. Ainsi, alors que l'occasion pourrait être belle de tenter de rassembler les Turcs autour d'un projet national démocratique, la plupart des spécialistes pensent qu'Erdogan n'aura de cesse de pourchasser ses ennemis – il a déjà commencé –, et d'accentuer sa chasse aux sorcières au sein des médias déjà durement secoués par sa main de fer...

Il serait bien difficile de déduire des événements qu'ils ont renforcé la démocratie en Turquie. Certes, ce pays évite un scénario à l'égyptienne – un coup d'Etat militaire (d'ailleurs à l'époque sans doute soutenu par une majorité de la population) qui a abouti à la mise en place d'une des pires dictatures de la région. Mais, en même temps, tous les signaux convergent vers le scénario qui verrait Erdogan profiter de la situation pour imposer dans son pays le régime présidentiel fort dont il rêve.

Tous les Turcs qui ne font pas partie du camp d'Erdogan, et cela fait du monde, à savoir notamment les « kéralistes » (laïcs), les Kurdes ou les partisans de Gülen, resteront, pour longtemps encore sans doute, dans leur état original de frustration. ■

BAUDOIN LOOS

ÉTATS-UNIS**L'embarras d'Obama**

Ces dernières années, les rapports entre Recep Tayyip Erdogan et Barack Obama se sont tendus. Grands alliés au sein de l'Otan, les deux pays se sont en effet disputés sur certains sujets majeurs. Surtout concernant la Syrie, où les USA sont devenus très proches des Kurdes du PYD, qui sont la branche syrienne du PKK, lui-même en guerre contre l'Etat central turc !

Mais pas seulement : Ankara reproche aussi aux Américains d'héberger Fethulah Gülen, le chef d'une confrérie islamiste turque naguère alliée de l'AKP (le parti conservateur d'Erdogan) mais considéré depuis 2013 au moins comme un ennemi mortel par le régime turc.

D'ailleurs, fort de son nouveau statut de vainqueur « démocrate » d'un putsch militaire, le président turc a exigé des Américains qu'ils lui livrent Gülen, richissime exilé volontaire depuis dix-sept ans à Sayorsburg, en Pennsylvanie. Le secrétaire d'Etat américain a expliqué ce dimanche que son gouvernement allait prendre cette demande en considération à la lumière... des éléments de preuve que la Turquie lui donnera contre l'imam sulfureux. John Kerry a ajouté : « La Turquie est un allié. Si elle a des preuves contre X ou Y, qu'elle nous les montre. Mais nous avons des standards stricts pour protéger les droits des gens ».

Barack Obama avait courtoisé Erdogan après son arrivée au pouvoir à Washington en 2008. Il le voyait comme un dirigeant certes un tantinet islamiste mais modéré. Ce n'est pas juste la dérive autoritaire du Premier ministre turc (devenu président en 2014) qui a ensuite chagriné le pensionnaire de la Maison-Blanche : le président américain et le plus haut responsable turc se sont carrément querellés à propos de la Syrie et des Kurdes. Il y avait de quoi : dans son souci de combattre l'irréductible kurde chez lui et chez son voisin syrien, Erdogan avait en effet choisi de fermer les yeux sur le phénomène djihadiste. Ce laxisme, voire cette complicité avec Daesh, a exaspéré les Occidentaux.

Comme on pouvait s'y attendre, les rumeurs sur un soutien américain aux putschistes ont fleuri en Turquie. En raison de la présence de Gülen aux States. Ledit Gülen clame son innocence. Et Obama est bien embarrassé.

B. L.

portrait Comment le « Sultan » est devenu encore plus fort en une nuit



LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

Désormais, Recep Tayyip Erdogan peut jouer la carte de la République présidentielle. C'est ce dont il rêvait depuis longtemps. Il désirait, en vain, une réforme pour rendre légitimes les larges pouvoirs dont il dispose et qu'il exerce mais dont il n'est pas constitutionnellement investi. Maintenant, cette réforme, il peut l'obtenir. Elle est à portée de main, il lui « suffit » de lancer un référendum. Le pays était jusque-là réticent, il exaucera maintenant son ambition.

L'effet boomerang

Les putschistes voulaient le déposer, ils l'ont renforcé. L'échec de leur tentative de coup d'Etat, dû à leur maladresse et à l'opposition populaire, redonne du prestige à Erdogan. Un prestige qui s'était détérioré ces derniers temps : le président était usé par les scandales, les dérives autoritaires, l'incohérence politique, la mégalomanie galopante, les zigzags de la politique étrangère, etc. En résumé, les putschistes maladroits ont

fait de l'homme qu'ils voulaient abattre le chef qu'il rêvait d'être.

Considéré jusqu'ici, par seulement par de nombreux Turcs, mais aussi par des capitales plus alliées qu'amies, comme un leader peu respectueux des libertés démocratiques, Erdogan est devenu, en quelques heures, le symbole de la démocratie menacée par les militaires.

Renforcé, il obtiendra ce qu'il n'a pas eu lors des dernières élections, quand il

a gagné la majorité, mais pas les deux tiers nécessaires à la réforme présidentielle. Durant la nuit du putsch raté, le vrai sultan est né.

Du visage défait...

Pourtant, vendredi soir, quand il apparaît sur les écrans de la CNN turque, son visage est défait. On y lit la défaite. Les militaires, qu'il pensait avoir domptés avec la prison ou les promotions, sont retombés dans leurs vieux vices, aux insurrections de 1969, 1971, 1980 ou encore 1997, quand ils avaient destitué le gouvernement islamiste d'Erbakan, l'inspirateur d'Erdogan.

A l'époque, Erdogan avait fait acquiescer par la Cour d'appel quelques officiers accusés de conspiration, pour caresser

dans le sens du poil une armée traditionnellement prête à la trahison.

Ce sont quelques-uns de ces militaires qui, vendredi, ont lancé le putsch. En s'attaquant au général Ilus Akar, chef d'état-major, mais aussi à Hakan Fidah, chef des services secrets et éminence grise d'Erdogan.

Ils tirent sur le Parlement, occupent la télé publique, bloquent les ponts sur le Bosphore, tirent depuis des hélicoptères qui volent entre les côtes asiatique et européenne.

... au retour du tribun

C'est alors que le leader mégalomane, celui qui se construit un palais de marbre, qui veut faire d'Istanbul l'une des capitales du monde, c'est alors qu'en ces heures dramatiques, Erdogan rede-

vient le tribun, effronté et audacieux. Le tribun issu du quartier populaire de Kasimpasa, à Istanbul, où il est né en 1954 et où il a commencé sa carrière politique jusqu'à devenir maire de la ville. Puis chef du Parti de la Justice et du développement (AKP), la formation islamiste conservatrice qui remporte les élections en 2002, portant Erdogan à Ankara comme Premier ministre. A 49 ans.

Il est alors considéré comme l'homme du miracle économique turc. Et comme le réformateur qui a transformé entre autres l'Anatolie rurale, où naît une bourgeoisie islamique qui rejoint son homologue laïque et urbaine.

La majorité religieuse et conservatrice s'affranchit alors de l'hégémonie de l'élite laïque et militaire. Les réélections de 2007 puis 2011 accompagneront la modernisation. Mais elles accentueront aussi les critiques envers le leader, toujours plus autoritaire, peu respectueux de la liberté de la presse et sans le profil politique nécessaire pour un membre aspirant de l'Union européenne.

Vendredi soir, il a réussi à transmettre, à la télé, un message dans lequel il invite le pays à s'opposer au coup d'Etat. Et le pays répond. Des milliers de citoyens descendent en rue et affrontent les chars. Les mosquées jouent leur rôle et répercutent le message d'Erdogan. A ce moment, Erdogan ne sait peut-être pas que la majorité de l'armée ne suit pas les putschistes, mais il se rend compte que le peuple le suit.

Peut-être qu'un coup d'Etat manqué a créé un vrai leader démocratique. ■

BERNARD VALLI (La Repubblica)

L'ARMÉE TURQUE SUR LE GRIL

Un coup « très différent des précédents »

Lorsqu'ils ont vu des soldats turcs bloquer le pont sur le Bosphore, et des avions de chasse raser les toits de la capitale, les Turcs ont tout de suite compris : leur armée renouait avec ses vieux démons. Moins d'une heure après ces images, le Premier ministre Binali Yildirim « rassurait » ses compatriotes : la tentative de putsch était l'œuvre d'une « minorité », d'un « petit groupe au sein de l'armée » prétendant restaurer « les acquis de la République », imitant le langage des putschs précédents, tous inspirés du kémalisme. Mais les mutins du 15 juillet n'ont sans doute pas grand-chose en commun

avec leurs prédécesseurs. Les autorités les accusent de faire allégeance à Fethullah Gülen, puissant prédicateur exilé aux Etats-Unis. « Cette tentative de coup est très différente des précédentes, qui répondoient à une hiérarchie précise au sein de la chaîne de commandement. Là, nous avons affaire à un noyau qui s'est progressivement constitué autour d'une vision religieuse et politique commune », explique l'expert Nihat Ali

Özcan. Tous les plus haut gradés (chef d'état-major, Armée de terre, Marine, Armée de l'air, Gendarmerie) et de nombreux autres soldats ont d'ailleurs résisté au coup, contribuant à l'empêcher.

En s'arrogeant le droit de défaire par la force un gouvernement élu, les putschistes ont offert au président turc le

plaisir d'entendre un chef d'état-major, Ümit Dündar (nommé par intérim samedi, au moment où son supérieur, Hulusi Akar, était retenu en otage), marteler que « la période des coups et des juntes est révolue ». Tout un symbole dans un pays où le sort des gouvernements a longtemps tenu entre les mains d'officiers réactionnaires, et pour un chef d'état qui, pendant des années, a bataillé pour renvoyer l'armée dans ses casernes. Ce qui s'est passé le 15 juillet prouve que certains soldats peuvent encore en sortir pour tenter les pires folies. Mais cela montre aussi que les institutions sont nettement mieux armées – et les Turcs plus déterminés – pour déjouer les plans des apprentis putschistes.

ANNE ANDLAUER, À ISTANBUL

presse Les médias sont attaqués de tous les côtés

C'est écrit en noir sur blanc dans tous les rapports publiés ces dernières années par les grands défenseurs des droits de l'homme que sont Amnesty international et Human Rights Watch : le pouvoir exerce une lourde pression sur les médias turcs. « *Le gouvernement s'en est déjà pris en particulier à des journalistes qui exprimaient en point de vue critique. (...) Des journalistes de médias traditionnels ont été renvoyés pour avoir critiqué le gouvernement. Des sites Internet d'actualités, en particulier des pans entiers de la presse kurde, ont été bloqués pour des motifs vagues au moyen d'ordonnances administratives et avec l'aide d'un pouvoir judiciaire complaisant* », précise Amnesty international.

Vendredi soir, les médias turcs se sont donc retrouvés entre deux feux. Avec d'un côté, les autorités qui tentent habituellement de bâillonner les journalistes critiques, et de l'autre, les putschistes qui entraînent de force dans les rédactions pour se mettre, eux aussi, à contrôler les médias.

Interruptions de programmes

C'est ce qu'il s'est passé dans les locaux du groupe audiovisuel public TRT à Istanbul et à Ankara, d'après Reporters sans frontières (RSF). Des militaires sont entrés et ont forcé la présentatrice Tijen Karas à lire leur communiqué à l'antenne. Ils ont ensuite forcé l'inter-

ruption des programmes.

Ensuite, d'autres militaires sont, toujours selon RSF, entrés dans la rédaction du groupe de presse Dogan (un groupe kémaliste, donc opposé à Recep Tayyip Erdogan). Même scénario : les militaires y ont fait interrompre les programmes de la chaîne télévisée CNN Türk. Les journalistes de CNN, mais aussi du journal *Hürriyet*, ont ensuite été poussés dehors.

Quant aux journalistes qui couvraient l'événement dans les rues d'Istanbul ou d'Ankara, ils ont aussi subi les foudres des deux camps. Mustafa Cambaz, photo reporter pour le journal conservateur *Yeni Safak*, a été abattu par des militaires putschistes après avoir appelé les Turcs sur les réseaux sociaux à s'opposer au putsch. Deux journalistes – l'un de CNN Türk et l'autre de *Hürriyet* – ont, au contraire, été violemment agressés par des citoyens opposés au putsch, parce que ces derniers pensaient qu'ils soutenaient les putschistes...

« Respecter la liberté de la presse »

Toutes ces attaques perpétrées à l'encontre de journalistes ont poussé Reporters sans frontières à prendre la parole. L'organisation a signalé samedi qu'elle « *condamne fermement les attaques perpétrées contre des médias et des journalistes lors de la tentative de coup d'Etat militaire en Turquie* ». « *Les grands mé-*

dias d'information, comme le reste de la société turque, ont donné la preuve de leur attachement aux principes démocratiques », a précisé Christophe DeLoire, le secrétaire général de RSF, avant d'ajouter : « *Il est temps que les autorités en prennent acte et cessent de traiter les voix critiques comme autant de traîtres et de terroristes. Le renforcement de la cohésion nationale passera par le respect des libertés fondamentales, dont la liberté de la presse.* »

Ricardo Gutiérrez, le secrétaire général de la Fondation européenne des journalistes, précisait à ce propos hier sur Twitter que 34 journalistes sont actuellement emprisonnés en Turquie pour leur travail. « *Il est temps de les relâcher !* », a-t-il précisé.

Si les autorités turques ont placé ce week-end, suite à la tentative de coup d'Etat, environ 6.000 personnes en garde à vue (des militaires et des juges), ils n'ont, d'après nos informations, pas (encore ?) placé de journalistes en détention.

Détention ou non, il est fort à parier que les médias payeront, d'une façon ou d'une autre, le prix de cette tentative de putsch. Que ce soit par de nouveaux bâtons mis dans leurs roues par les autorités. Ou par davantage d'autocensure – un phénomène qui était déjà en progression, d'après Reporters sans frontières. ■

CATHERINE JOIE

ERDOGAN SUR FACE TIME

Tout d'un coup, Erdogan apprécie les réseaux sociaux...

Qui l'eût cru ? Recep Tayyip Erdogan a contrecarré le coup d'Etat de vendredi soir notamment grâce à son utilisation des réseaux sociaux. Le président turc a en effet recouru à l'application Face Time (appels vidéo) et à son compte Twitter pour demander aux Turcs de descendre dans les rues et défendre leur pays. Il avait pourtant déclaré en 2013 que Twitter était une « *menace pour la société* »... En octobre 2014, il se disait « *chaque jour un peu plus opposé à internet* ». Qu'en dira-t-il maintenant ? Depuis que la

combinaison d'un smartphone et d'une connexion internet l'a aidé à rester à la tête du pays...

Précision importante : Recep Tayyip Erdogan a bénéficié d'un sacré coup de main pour propager son appel via l'application Face Time. La vidéo a été diffusée en direct depuis le plateau télévisé de la chaîne CNN Türk. La journaliste, en pleine couverture du putsch, a sorti son smartphone et a interviewé le président turc, qui se trouvait à Marmaris (près de Bodrum). Les téléspectateurs ont alors pu voir le visage de Recep Tayyip Erdogan pendant quelques minutes. Un rideau gris faisait office de décor derrière le chef d'Etat. Surréaliste... Mais malin, puisque, en vacances, il

était loin des studios de télévision. Face Time l'y a amené.

Le président turc a aussi rédigé un nombre renversant de tweets (par rapport à sa moyenne habituelle), alors que Twitter et Facebook fonctionnaient au ralenti vendredi soir en Turquie. Probablement à cause d'une trop forte fréquentation. Notons que bloquer volontairement les réseaux sociaux est devenu un réflexe pour les autorités turques, lorsqu'elles se sentent menacées... Depuis janvier, trois blocages du genre ont été commandités. En 2015, YouTube, Facebook et Twitter avaient aussi été temporairement fermés par la justice turque. Et en 2014, Twitter et YouTube avaient été muselés.

C.J.

en Belgique Des élus d'origine turque refusent les critiques

La vague d'arrestations, en Turquie, notamment dans la magistrature, ne laisse pas d'inquiéter dans les partis, majorité comme opposition.

« Off the record », on partage cette analyse : « Il fallait contrecarrer le coup d'Etat, naturellement, il n'y a aucun doute. Mais ensuite, vu la situation, il est possible que tout cela ait pour effet d'accentuer le caractère autoritaire du régime en place, de raffermir le pouvoir de Recep Erdogan. En particulier, on peut craindre un durcissement vis-à-vis des milieux plus laïcs. Il faudra être clairs dans l'exigence de défense des droits de l'homme et de l'Etat de droit ».

Emir Kir : « C'est l'heure de la solidarité avec l'Etat turc »

Des préventions qui ne passent pas auprès de tous les élus d'origine turque, loin s'en faut. Interviewé samedi alors qu'il se trouvait dans son pays pour un voyage privé, à Eskizehir, entre Istanbul et Ankara, Emir Kir, député-bourgmestre socialiste de Saint-Josse, avait salué « la maturité démocratique du peuple turc, qui a refusé de revivre un scénario autoritaire du type 1960, 1971, 1980 ».

Contacté dimanche, le même repousse les critiques à peine voilées qui sont adressées maintenant au régime d'Ankara : « C'est insupportable. L'heure n'est pas aux discussions de ce genre. Sur place, je peux vous dire que la population reste mobilisée face à de possibles scénarios, comme celui du chaos. Ici, des rumeurs courent sur l'organisation d'attentats dans les villes, c'est cela la réalité. Les forces politiques turques ont réagi admirablement : au parlement, elles ont toutes manifesté leur volonté de garantir la démocratie. Pour cela, il faut certainement prendre des mesures de défense. Oublie-t-on que les putschistes étaient nombreux, organisés, qu'ils ont pu compter sur des réseaux favorables ? L'Etat turc prend actuellement toutes les dispositions pour juguler le coup d'Etat et em-

pêcher tout autre scénario de déstabilisation de la démocratie. Sait-on d'où l'on vient ? Ils avaient attaqué le parlement, muselé les médias, tiré sur les gens ! Non, l'Etat intervient avec toute sa légitimité. Et il a besoin de soutien, de solidarité, loin du doute et des critiques ! Ce n'est pas l'heure ».

Mahinur Ozdemir : « Le peuple turc défend sa démocratie »

Députée bruxelloise indépendante, élue à Schaerbeek, exclue du CDH en décembre 2015 après que le parti de Benoît Lutgen avait estimé qu'elle refusait de condamner formellement le génocide arménien, Mahinur Ozdemir, est dans le ton : « Ma famille vit à Istanbul, ils ont eu très peur, les F16 survolaient la ville, c'était terrifiant... Le peuple turc s'est opposé au coup d'Etat avec courage, les forces politiques aussi, majorité comme opposition, tous ont défendu la démocratie, et la défendent encore actuellement. C'est cela qui est en jeu. J'espère, bien entendu, qu'il n'y aura pas de frein aux avancées démocratiques en Turquie, mais nous n'en sommes pas là aujourd'hui ».

D'aucuns croient savoir que l'élue d'origine turque est proche de Fethullah Gülen, imam turc exilé aux Etats-Unis et que Recep Erdogan accuse d'être à l'origine de la tentative de coup d'Etat. Elle dément : « J'étais proche du mouvement Güliniste lorsque j'étais étudiante, c'est du passé, je n'ai aucun lien, et je constate que le mouvement figure sur la liste des organisations terroristes en Turquie. Pour le reste, je vous ai dit ce que je pensais des événements aujourd'hui dans mon pays d'origine ».

Quel message au gouvernement fédéral ? Officiellement, la Belgique se garde de tout commentaire sur l'après-coup d'Etat ; Didier Reynnders prend part ce lundi à un conseil des ministres européen des Affaires étrangères où il sera question de la situation en Turquie. ■

DAVID COPPI

à Bruxelles « Qui est derrière tout cela ? »

REPORTAGE

Qui est derrière cette tentative de coup d'Etat ? La question est récurrente dans les nombreux commerces turcs de Bruxelles. Et, si les soutiens au régime du président Erdogan sont très nombreux dans la capitale belge, tous ne sont pas convaincus par la version des faits de l'exécutif.

Pour Kamuran, patron d'un snack dans le quartier de Saint-Josse, l'idée d'un coup d'Etat orchestré par Gülen et ses partisans n'est pas crédible. « Il n'est pas capable d'orchestrer un tel acte. Il n'a ni les réseaux ni l'argent pour être aussi influent. Il faut aller chercher les coupables ailleurs ». S'il soutient le pré-

sident turc dont il estime que l'action a permis à son pays de connaître « le plus grand développement de son histoire », il n'a pourtant aucun mal à imaginer qu'Erdogan ait lui-même organiser le soulèvement « pour renfor-

cer sa position ».

Une vision partagée par Tibur, restaurateur sur la chaussée de Haecht qui est lui opposé au régime. « *Je n'apprécie pas plus Erdogan que Gülen qui est pour moi un islamiste conservateur. Sur le plan national, Erdogan a de nombreux opposants. Il a sans cesse besoin d'affirmer son autorité et il va ressortir plus fort après sa victoire contre les putschistes. Pour moi c'est un dictateur* ».

« Il a été élu »

Un point de vue vivement contesté par Ilhan dont le restaurant se trouve à quelques mètres de celui de Tibur. « *Il est autoritaire mais il a été élu, tout le monde doit accepter ses décisions. Je ne sais pas qui est derrière ce coup d'État mais ceux qui ne sont pas contents n'ont qu'à s'en aller. Ceux qui se sont soulevés ont perdu, ils vont tous être arrêtés, tout est fini* ».

Un peu plus bas dans le quartier, dans un café de la rue Traversière, Hasan est attablé et discute avec ses amis. Aujourd'hui, ce n'est pas un hasard, il porte un survêtement Nike aux couleurs de son pays. La télévision derrière lui tourne en boucle avec les mêmes images des événements de la veille. « *Moi non plus je n'ai pas fermé l'œil. On a vraiment échappé au pire, expliquait-il en enchaînant cafés et cigarettes. Cette tentative de coup est fomentée par les partisans de Gulen. Un Etat dans l'Etat qui a infiltré toutes les sphères de la société* ». Mais pour lui, les véritables responsables sont à chercher plus loin. « *Un pays musulman si fort dans la région ne plaît pas à tout le monde. Les Etats-Unis, l'Occident en général et Israël font tout pour affaiblir le pays* », affirme le quadragénaire qui refuse d'être qualifié d'adepte de la théorie du complot. « *En plus, les médias ne*

cessent de diaboliser Erdogan, alors que la Turquie ne s'est jamais aussi bien portée. Un scandale ! » s'énerve-t-il alors que ses amis acquiescent, sans piper mot.

C'est également l'avis de Yasin, gérant du café Abzop, rue du Méridien. « *Jeune, je partais souvent en Turquie. Le pays était pauvre. Pour rejoindre le village dont ma famille est originaire il ne me fallait pas loin de vingt heures. Avion, attente, bus puis taxi, un vrai calvaire. Aujourd'hui, il ne faut que trois heures pour rejoindre cette région. Et pourtant, elle est aux mains du parti d'opposition. C'est cela la démocratie turque. En 20 ans, le pays est devenu un des plus agréables à vivre. Et une portion de l'armée, veut renverser cela et tue des civils pour y arriver ? Quel genre de démocratie voulaient-ils installer ? » ■*

**THOMAS CASAVECCHIA
ET SIMON MOREAU**

Nedim Gürsel : « Je ne crois pas qu'Erdogan va tirer les leçons de ce putsch »

ENTRETIEN

Nedim Gürsel est un écrivain turc qui vit à Paris, où il enseigne la littérature turque à la Sorbonne. Il a 65 ans. Il a écrit une vingtaine de romans, nouvelles, essais et récits de voyage, pour la plupart traduits en français. Son écriture mêle lyrisme, romance, humour, épopée, érotisme et même fantastique. Dans son dernier roman, *Le fils du capitaine* (Seuil), le narrateur, le fils en question, au terme d'une carrière de journaliste, souffre encore de son enfance, dont il se souvient dans ses mémoires. Le capitaine, le père, est précisément un putschiste du coup d'Etat de 1960, qui a déposé et pendu le Premier ministre de l'époque, Adnan Menderes, et deux de ses ministres. Nedim Gürsel, on s'en doute, a suivi la tentative de putsch de ce

vendredi avec concentration, suivant les nouvelles toute la nuit.

Vous vivez à Paris depuis les années 1970. Mais la politique turque vous passionne toujours.

Evidemment. Je vais très souvent en Turquie. Juste après le coup d'Etat de septembre 1980, je n'ai pas pu m'y rendre. Parce que mon roman Un long été à Istanbul (NDLR : traduit en plusieurs langues et lauréat en 1975 du prix de l'Académie de la langue turque) a été saisi pour offense aux forces de sécurité nationale. J'y parlais de la répression après le coup d'Etat de 1971, qui était d'ailleurs à l'origine de ma venue en France.

Cette tentative de putsch-ci vous a-t-elle étonné ?

La Turquie a connu en effet plus d'un coup d'Etat dans son histoire. Mais je croyais que c'était révolu.

Pourquoi l'armée a-t-elle voulu intervenir ?

La Turquie n'a pas connu une vraie démocratie. Depuis 2002, Erdogan a fait en sorte que l'armée ne soit plus présente sur le terrain politique. C'est positif pour la démocratie. Mais lui-même, ces dernières années, a montré des attitudes moins démocratiques. Il y avait un malaise au sein de l'armée, dont certains membres ont voulu restaurer l'Etat de droit et la démocratie. Alors que l'Etat, lui, accuse Fethullah Gülen, un imam exilé aux Etats-Unis, d'avoir mandaté cette tentative. Allez comprendre...

Qu'est-ce que vous comprenez, vous ?

Je regrette que l'armée se soit mêlée de la politique, son boulot c'est de défendre le pays. Et je suis inquiet parce que les affrontements entre la police et les putschistes ont été très graves. Le bilan est lourd, la facture est inquiétante pour l'avenir. Mais c'est une bonne chose que la population soit descendue dans la rue pour défendre le gouvernement légitime. On en arrive à ce fait paradoxal : le gouvernement a décidé que le 15 juillet serait dorénavant célébré comme fête de la démocratie.

Dans votre roman « Le fils du capitaine », vous égratignez fortement la Turquie contemporaine et ses dirigeants.

Ce roman est un règlement de compte avec l'autorité, c'est-à-dire l'armée. Puisque le capitaine est un putschiste du coup d'Etat de 1960. Mais curieusement, après 1960, la Turquie s'est dotée de sa première constitution démocratique. La Turquie continue hélas à être un pays compliqué et contradictoire. Je crois aujourd'hui que l'Etat de droit n'existe plus en Turquie. La justice n'est plus indépendante, des journalistes sont poursuivis parce qu'ils font leur travail.

Le gouvernement accuse Fethullah Gülen d'être à l'origine du putsch. Ça vous paraît plausible ?

Je n'en sais rien, je ne suis pas dans le secret. Mais le communiqué officiel des putschistes dit vouloir défendre l'Etat de droit.

Est-ce cependant une façade de la part de ces officiers ? Si ces généraux ont des liens avec Gülen, c'est-à-dire avec des islamistes, cela signifierait que des islamistes veulent chasser du pouvoir d'autres islamistes...

La conséquence de ce putsch manqué n'est-elle pas de renfor-

cer le pouvoir d'Erdogan ?

Ça va en effet encore renforcer sa position. Et peut-être justifier son projet de régime présidentiel qu'il veut coûte que coûte et qui n'est pas compatible avec la démocratie, c'est-à-dire avec la liberté d'expression, la laïcité, les droits de l'homme. Le gouvernement actuel est légitime, il a été élu. Erdogan aussi, il a été élu président avec 52 % des voix. Mais la constitution actuelle ne donne pas aux présidents les pouvoirs qu'Erdogan veut exercer. Le président doit par exemple se placer au-dessus des partis, et ce n'est pas le cas avec lui. Ce gouvernement et ce président sont légitimes mais je constate qu'ils éloignent chaque jour la Turquie de l'Union européenne, de la démocratie.

Vous avez soutenu l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Vous y croyez toujours ?

J'ai été un fervent défenseur de l'adhésion de la Turquie. J'avais d'ailleurs écrit directement en français un livre, La Turquie, une idée neuve en Europe, pour défendre cette idée. Mais aujourd'hui, le président Erdogan a, je pense, fermé le dossier et défié les Européens. Dans ce contexte, l'adhésion européenne me semble quelque chose de saugrenu, c'est le qualificatif qui me vient à l'esprit. Malheureuse-

ment, parce que sans l'Union européenne, la Turquie ne peut assurer la démocratie et préserver la laïcité.

Vous allez retourner en Turquie ?

J'ai déjà mon billet. Je vais suivre la situation, mais le coup d'Etat a échoué. Reste à voir si le gouvernement va en tirer des leçons.

Et vous pensez ?

Vu le comportement des autorités, je ne le pense pas. La déclaration du Premier ministre, ce samedi après-midi, ne fait aucune référence aux vraies raisons du putsch. Pour lui, ces putschistes sont des traîtres, des mi-

litants de Gülen. Pourtant, ces officiers ne formaient pas qu'un petit groupe, il y avait des généraux impliqués dans le mouvement, et si la population n'était pas descendue dans la rue, le coup d'Etat aurait peut-être réussi. ■

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE VANTROYEN

« Je regrette que l'armée se soit mêlée de la politique, son boulot c'est de défendre le pays »

Ahmet Insel « On doit s'attendre à de vastes purges »

ENTRETIEN

Joint par téléphone, Ahmet Insel, un intellectuel turc renommé, professeur émérite à l'université Galatasaray et chroniqueur au quotidien de gauche laïc *Cumhuriyet*, a répondu à nos questions (1).

Comment interprétez-vous ce coup d'Etat manqué ?

On peut dire qu'il s'agit probablement du fait d'une partie de l'armée qui a été informée qu'il allait y avoir une épuration au sein des officiers soupçonnés d'être membres de la confrérie de Fethullah Gülen, longtemps l'allié d'Erdogan avant d'en devenir l'un des principaux ennemis. En effet, une enquête judiciaire était en cours au sein de l'armée. En outre, des mises à la retraite étaient prévues en août.

Le cerveau du coup faisait partie de ces militaires, auxquels d'autres officiers se sont joints par opportunisme. Toutefois, ils ont échoué à mobiliser d'autres officiers plus importants. On peut d'ores et déjà prévoir que le président Erdogan profitera de

la situation pour ordonner une purge militaire plus vaste encore. Quant au mouvement de Gülen, il est cette fois fini, je crois.

Pensez-vous qu'Erdogan voudra saisir l'opportunité pour avancer dans son projet présidentieliste ?

Oui, il y a un fort risque en ce sens. D'autant que les résistances au sein de la justice sont affaiblies par cette affaire. Vingt pour cent des juges et procureurs ont été suspendus, cer-

tains arrêtés, dont deux membres du Conseil constitutionnel. Et on peut s'attendre à d'autres mesures en ce sens dans les prochains jours. Le président fera également le ménage dans les universités, très rapidement. Il peut maintenant brandir son image de héros qui a sauvé le pays d'une dangereuse aventure putschiste. Cette nouvelle légitimité va le tenter de faire passer en force son projet présidentieliste.

Dispose-t-il désormais d'une

majorité renforcée au sein de l'opinion publique turque ?

Il est encore trop tôt pour l'affirmer. Au sein du parlement, sa majorité simple ne va pas croître (des élections ne sont prévues qu'en 2019, NDLR). Mais son style de président mé-

langeant démocratie et autoritarisme sera désormais plus facile à imposer.

Ce putsch manqué change-t-il la donne dans les rapports avec la Syrie ?

Je ne crois pas. Erdogan avait commencé à changer lui-même sa politique. Il va peut-être même charger les putschistes de l'avoir induit en erreur : on a déjà lancé le bruit que le pilote de chasse turc qui avait abattu un avion russe à la frontière turco-syrienne en 2015 était membre de la confrérie de Gülen... ■

Propos recueillis par
B. L.

(1) Ahmet Insel a publié *La nouvelle Turquie d'Erdogan* à La Découverte en 2015.